

*Débat d'ajournement*

née. Le ministre de l'Environnement, des Terres et des Parcs de la Colombie-Britannique a pris très fermement position au sujet du traitement des eaux usées des municipalités dans la province et exige que toutes les municipalités adoptent des systèmes de traitement secondaire.

Le député de Victoria a parlé plus particulièrement de la situation à Victoria. Que tous les députés se rassurent, notre gouvernement tient à ce qu'un système de traitement des eaux usées soit mis en oeuvre à Victoria.

L'objectif du gouvernement fédéral consiste à faire la promotion d'une saine conception de la gestion des eaux usées des municipalités. La politique du gouvernement fédéral est axée sur le développement technologique et les transferts de technologie pour promouvoir l'optimisation des installations de traitement municipales; la sensibilisation du public au sujet de l'utilisation de l'eau et la prise de décisions responsables; l'utilisation d'instruments économiques comme l'établissement des coûts afin de prévoir le financement nécessaire pour répondre aux exigences en matière d'infrastructures municipales; la gestion de l'environnement afin que les eaux usées fédérales soient traitées d'une manière sûre pour l'environnement; le développement d'une meilleure compréhension scientifique des effets sur l'environnement.

Le député de Victoria est sans doute au courant du fait que le gouvernement fédéral négocie activement avec le district régional de Victoria et la province de la Colombie-Britannique au sujet du traitement des eaux usées de Victoria et que des progrès sont faits. Compte tenu de la position prise par la province, nous sommes très optimistes quant à la conclusion d'une entente. Nous pensons donc que la ville de Victoria pourra bientôt élaborer des plans, acheter des terres, confirmer le financement et commencer la construction d'installations convenables de traitement des eaux usées.

Dans le cadre de ses efforts de promotion du développement durable, le gouvernement a adopté le principe que les pollueurs doivent payer. Comme les autorités provinciales et municipales ont la responsabilité première de la gestion des installations de traitement des eaux usées municipales, nous recommandons aux autorités compétentes de prendre des moyens comme l'imposition de frais d'utilisation.

## L'ÉCONOMIE

**Mme Diane Marleau (Sudbury):** Monsieur le Président, l'automne dernier, le 26 novembre pour être plus précise, avant la présentation de l'exposé économique du ministre des Finances, j'avais demandé si nous pourrions nous fier à ses prévisions relatives au déficit. J'avais aussi demandé s'il présenterait des mesures de création d'emploi pour nos chômeurs. Je dois dire, monsieur le Président, que le ministre des Finances avait répondu que son exposé nous donnerait des facteurs d'encouragement, de l'espoir et des raisons d'être optimistes face à l'avenir.

Surprise! Il n'y avait rien de tel dans cet exposé. Le ministre a plutôt présenté un budget de continuité annonçant de nouvelles compressions et de nouvelles taxes pour les sans-emploi, les bénéficiaires d'assurance-chômage ainsi que les fonctionnaires. En plus de ne proposer aucune mesure propre à stimuler l'économie, le ministre des Finances annonçait pour l'avenir une augmentation du taux de chômage.

Comme si cela ne suffisait pas, il admettait l'impuissance du gouvernement dans son dossier économique préféré, à savoir la réduction du déficit. Le ministre corrigeait ses prévisions de l'année précédente en faisant savoir que le déficit de l'année courante serait de sept milliards de dollars de plus que prévu et que le déficit de l'année suivante serait de 10 milliards de dollars de plus que prévu.

Je me demande aujourd'hui si ces prévisions aussi étaient erronées. J'ai cru comprendre que le déficit ne serait pas de sept milliards de plus que prévu, mais plutôt de huit milliards de dollars de plus.

Trois mois après cet exposé économique, nous posons les mêmes questions qu'avant. Le même ministre des Finances qui avait dit que le gouvernement conservateur présenterait un budget chaque année à la même période, en février, a oublié de nous dire que ce ne sera pas le cas en 1993.

Puis il a changé constamment d'idée sur la date du prochain budget. Tout d'abord, il nous annonçait son budget pour l'été, mais il n'était pas certain de la date parce qu'il ne savait pas trop s'il poserait sa candidature à la direction du Parti conservateur. Je crois maintenant comprendre qu'il nous présentera son budget après Pâques.

• (1810)

Je pose de nouveau la question au gouvernement: est-il disposé à écouter les Canadiens? Ils ont grand besoin qu'on leur redonne espoir, car ils sont de plus en plus nombreux à se décourager.